

Schéma de Développement Communal : une occasion manquée pour la démocratie locale

Ce lundi 26 mai, le Conseil communal a adopté le Cahier spécial des charges (CSC) en vue de la révision du Schéma de Développement Communal (SDC). Un document crucial qui orientera l'aménagement de notre territoire pour les décennies à venir. Nous avons proposé un amendement visant à garantir une véritable participation citoyenne dans ce processus. Il a été rejeté.

Le Collège communal a affirmé être « très attaché à la participation citoyenne »... tout en refusant d'en faire une exigence du cahier des charges. Autrement dit, il n'est pas question que les habitant·es soient réellement impliqué·es dans l'élaboration du projet de territoire. Cette contradiction en dit long. Pour la majorité, la participation citoyenne peut se limiter à un sondage sur l'éclairage public dont la décision est déjà prise. Mais il n'est pas question de construire collectivement les choix d'urbanisme qui engageront la commune pour 20 ans.

Nous défendons une autre vision de la participation : une participation qui donne la parole, qui crée du débat, qui organise le retour d'expertise des habitant·es, qui met en lumière les constats de terrain et les aspirations, notamment des plus jeunes. Une participation qui demande à celles et ceux qui gouvernent d'abandonner une part de contrôle, d'ouvrir les jeux d'influence, et d'accepter la confrontation des idées. C'est cela, la démocratie territoriale.

Ce refus d'intégrer formellement les habitant·es dans la construction du SDC n'est pas neutre. Il maintient une logique de contrôle clientéliste : celle qui préfère les petits arrangements entre amis aux débats ouverts. Celle qui s'accommode de projets mal conçus tant qu'ils servent des intérêts particuliers. Celle qui ne tire aucune leçon des nombreux conflits urbanistiques qui, à Beauvechain, finissent parfois devant le Conseil d'État.

Nous continuerons à défendre une planification du territoire transparente, ouverte, et partagée. Parce que notre commune mérite mieux que des décisions prises à huis clos. Parce que notre avenir commun se construit avec toutes et tous.